



CODESRIA



CODESRIA

13

ème

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI
إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

VERSION PROVISOIRE
NE PAS CITER

L'enseignement supérieur et universitaire
et les défis de sa transformation. Cas de la RDC

Germain Ngoie Tshibambe
Université de Lubumbashi

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Introduction

L'enseignement supérieur et universitaire est un secteur appelé à jouer un rôle important dans la destinée des nations. Ce rôle important procède des tâches que des institutions de ce secteur exécutent dans la production et la reproduction du savoir, la formation des ressources humaines et l'augmentation du potentiel de faire la recherche au profit de la société dans laquelle elles sont implantées. Aina dégage bien à propos les tâches de ces institutions comme il écrit : « Higher education contributes to the formation and deployment of human capital, the cultural and social construction of values and meaning, and the capacity for individual and collective emancipation from ignorance and domination. Higher education further contributes to how energies and products of science, technology, and the improvement of material conditions are mobilized for the well-being of individuals and groups »(2010: 23). Si cette représentation des tâches assurées par des institutions de cet enseignement est un lieu commun des discours, il y a lieu de dire qu'elle est fortement valorisée dans les pays « en panne de développement » (Giri, 1984) comme il en est le cas des pays africains à l'instar de la République démocratique du Congo¹.

Dans ce dernier pays, les institutions de l'enseignement supérieur et universitaire, parmi lesquelles se trouve l'université², sont le lieu géométrique de tous les rêves et de toutes les contradictions de la société. L'université est le lieu de tous les rêves car elle constitue un espace que les jeunes veulent conquérir certes pour acquérir le savoir et la formation, mais surtout comme une passerelle constitutive de « la lutte des places » (Bianchini, 2004 : 26). Lieu de toutes les contradictions de la société, l'université congolaise devient le lit où se lisent toutes les « involutions » reflétant la morbidité sociétale. La crise dont l'université congolaise souffre en devient le marqueur le plus persistant depuis plusieurs décennies (Verhaegen, 1980 ; Jewsiewicki et Klauber, 2003 ; Mukoka, 2004 : 49-57 ; Bongo-Mpasi Moke Sangol et Tsakala Munikenge, 2004 : 99-118). Sur le plan discursif, le plongeon de l'université congolaise dans les méandres du « paradoxe fonctionnement-dysfonctionnement » (Mbongo-Pasi Moke Sangol et al., 2004 : 99) a conduit à l'idée de « l'improductivité des cadres » (Verhaegen, cité par Mukoka, 2004 : 49). Ilunga Kabongo va expliciter cette idée

¹ Entre 1971 et 1997, ce pays s'appelait République du Zaïre. Dans ce texte, nous employons les expressions RDC ou gouvernement congolais sans préjudice de cette vérité historique.

² Il importe de relever à la suite de Assié-Lumumba la distinction qu'il convient de faire entre les institutions de l'enseignement supérieur et les universités. Les universités font partie des institutions de l'enseignement supérieur. Cet auteur écrit : « While the terms 'higher education' and 'university' are, in some context, interchangeably used, they do not necessarily, cover the same reality. The university is a subset of the higher education set. Higher education has a more holistic resonance as it encompasses all post-secondary institutions » (2006, pp. 8-9).

d'improductivité des cadres lorsque, s'adressant à des professeurs et chercheurs congolais, il écrit ce qui suit : « un jour, on établira peut-être des corrélations fatales pour les aspirations que vous représentez et le statut social que vous attendez que la société vous accorde gracieusement, à savoir par exemple : - que la mortalité infantile augmente dans la même proportion que le nombre des médecins docteurs ; - que la détérioration de l'état des routes et des bâtiments publics est directement proportionnelle au nombre d'ingénieurs produits par l'université ; - que le déficit alimentaire augmente avec le nombre d'ingénieurs agronomes, etc. »(Ilunga, 1989 : 276).

La détérioration des termes de la vie de la population congolaise avec l'extension de la pauvreté entraîne la perte d'attraction de l'université dévalorisée comme site qui n'a plus de pouvoir pour transformer la société. Cette perte de pouvoir de l'université a lieu dans un contexte socio-économique de crise où le secteur de l'économie informelle prédominant et le chômage étant l'horizon de la population active, le diplôme universitaire est socialement dévalorisé. La dévalorisation sociale du diplôme universitaire a donné naissance à une expression populaire dans une langue locale : *falansa ki mfalanga to*(le français n'est pas l'argent). Tout en subissant cette dépréciation, l'université au Congo manifeste une sorte de "resilience" : alors qu'elle est frappée depuis des décennies par la rareté des ressources financières que l'Etat congolais en mal en point sur tous les plans ne sait plus lui fournir, l'université continue à offrir des services de formation et de recherche. Les familles congolaises soumises à toutes les épreuves de ces temps de malheur ne cessent d'investir leur confiance dans cette université. Cette confiance se traduit par la forte demande sociale des étudiants pour des inscriptions à l'université. Dans chaque ville universitaire, le statut social devient un complexe qui se maintient, au-delà de l'avoir et du pouvoir, sur le savoir, le passage à l'université devenant une voie obligée dans la consolidation du statut social. Ainsi des personnes âgées qui sont des *big men* n'hésitent pas de s'inscrire à l'université pour en obtenir le diplôme. Ceci fait partie du paradoxe congolais à l'égard de l'université.

Après avoir traversé un temps d'isolement académique³ en raison des implications de la politique de l'authenticité et de la nationalisation, le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire du Congo se trouve sollicité depuis les années 2000 par des universités étrangères, cet appui devant l'aider à jouer son rôle classique de la formation, de

³ Deux phases marquent cet isolement académique. La première phase commence dans les années 1970 avec la mise en œuvre de l'authenticité qui conduit à la crise entre l'Etat et l'église catholique. La nationalisation du secteur de l'éducation nationale ferme des horizons de coopération internationale. La deuxième phase qui accélère encore le plongeon dans l'abîme de l'isolement est enclenchée par les suites du massacre des étudiants à l'Université de Lubumbashi en mai 1990.

la recherche et de service à la communauté. La relance de ces partenariats internationaux au niveau universitaire en RDC a commencé avec les universités francophones de la Belgique regroupées au sein de la Commission Universitaire pour le Développement – CUD (Rubbers et Petit, 2009 : 647-661). Nous voulons partir du paradoxe social congolais pour analyser les tentatives de la relance des partenariats internationaux au niveau universitaire en RDC dont l'un des effets attendus est de permettre à l'université congolaise de se transformer. Quels sont les axes d'actions par lesquels les partenariats internationaux entendent remettre l'université congolaise sur la voie de la transformation ? Après une décennie des partenariats internationaux entre les universités francophones de la Belgique et les universités congolaises, il y a lieu d'interroger les avancées et le surplace que l'on peut observer dans ce secteur et envisager les créneaux sur lesquels on peut agir pour que l'université congolaise, en tant qu'institution qui actuellement éprouve beaucoup des difficultés pour être un agent social de développement local et national, puisse être à même de répondre à son idée.

L'hypothèse essentielle qui guide cette analyse est que le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire en RDC butte sur des impasses récurrentes dans la recherche de l'augmentation de son pouvoir de pôle de l'excellence et de changement social car à la crise qui secoue ce secteur, la réponse courante des pouvoirs publics est souvent celle qui met en œuvre la réforme, que celle-ci prenne la forme de la réorganisation des modalités de fonctionnement de toutes les institutions du secteur ou de la révision/changement des curricula et des filières des études. Il importe d'aller au-delà de l'esprit de la réforme pour insister sur l'importance de la transformation. La notion de la transformation de l'université, une notion qui n'est pas réductible à celle de la réforme, est perçue comme étant le maillon le plus important qui ferait sens, mais qui manque actuellement dans la recherche des voies de sortie de la crise de l'enseignement supérieur en RDC. Pour Aina (2010 : 33), la transformation « refers to an intentional social, political, and intellectual project of planned change aimed at addressing historical disadvantages, inequities, and serious structural dysfunctions. Projects of transformation challenge assumptions, values, and power relations and they offer alternative visions and situations. Transformation implies practical and epistemological ruptures with previous ways of doing things and a reconstruction of structures, relations, cultures, and institutions. » Le cas d'étude est celui de l'Université de Lubumbashi située dans la ville du même nom au sud de la RDC.

Ce texte s'adosse, outre la recherche documentaire, à des analyses qualitatives d'entretien et d'observation-participation avec des acteurs impliqués dans la mise en œuvre

des partenariats internationaux au niveau universitaire. En ce qui concerne la recherche documentaire, nous avons accédé à des documents officiels comme des discours, des procès verbaux des réunions et des rapports internes de l'Université de Lubumbashi. Ayant été appelé à diriger une activité dans le cadre du programme de coopération interuniversitaire entre l'Université de Lubumbashi et la CUD, nous avons été mis au fait des problèmes et pesanteurs qui émaillent la mise en mouvement des axes de cette coopération. Des entretiens semi-structurés avec des collègues congolais et belges au cours des différentes séances de travail ont permis des « mises en récit » (Rubbers et Petit, 2009 : 647) qui ouvrent la porte de l'intelligibilité de certains pans de la problématique de la transformation de l'université dans ce pays. Quatre points constituent l'ossature de cette réflexion. Dans un premier moment, nous allons présenter une fresque historique qui analyse le cadre d'ordonnancement de l'organisation des universités en RDC ; le deuxième point fait l'autopsie de la situation de l'université de Lubumbashi ; le troisième point analyse les problèmes liés à la transition de la crise au renouveau de cette université tandis que le dernier point est une analyse prescriptive cherchant à dégager des pistes pour la transformation de l'université de Lubumbashi.

L'université congolaise : de la centralisation à l'autonomie et la privatisation

Le rapport entre le pouvoir politique en place et le système universitaire est au centre de ce point. Ce rapport a pour enjeu le contrôle de ce secteur par l'Etat : l'Etat congolais postcolonial visait et a réussi, dans sa « recherche hégémonique » (Bayart, 1980), à mettre au pas ce secteur d'autant plus que « l'éducation ne peut pas être séparée de la politique » (Chege, 2009 : 56) et qu'à l'évidence, au cœur de ce contrôle, il y a celui du discours dont Michel Foucault fixe les termes en ce sens : « dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité » (Foucault, 1971 : 10-11). Il importe de noter que l'articulation de ce rapport se décode à travers les politiques publiques de l'Etat, soit les différentes réformes entreprises pour réguler ce secteur. En fait, ce rapport a varié selon les deux plages historiques, coloniale et postcoloniale. Après l'indépendance, le rapport de l'Etat à l'université s'est déroulé selon les enjeux de « la politique nationaliste » et ceux de « la politique autoritaire » (Aina, 2010 : 27-28). « La politique nationaliste » est celle engagée par l'Etat africain après son indépendance pour soutenir l'effort de la construction de la nation dont parmi les multiples cheminements,

on considère l'africanisation des cadres et agents commis dans tel ou tel secteur de la vie nationale.

En RDC, les effets de cette politique nationaliste sur l'université se sont dénoués avec la réforme de l'enseignement supérieur et universitaire d'août 1971 qui conduit à la fusion sous le moule étatique de toute l'architecture des institutions de cet enseignement. L'ordonnance-loi n° 71/075 du 6 août 1971 crée l'Université nationale du Zaïre (UNAZA). A ce sujet, Matangila Musadila écrit : « L'UNAZA était laïque, mise sous le contrôle direct de l'Etat. Elle englobait et fusionnait aussi bien les universités et les instituts supérieurs. Ce qui était surtout visé, c'était la fin des contestations et des revendications des étudiants, l'encadrement politique et idéologique du monde national universitaire » (Matangila Musadila, 2003 : 25). La laïcité adoptée dans l'organisation des institutions universitaires devait mettre fin à la partition confessionnelle qui pavait le paysage des universités au Congo avec une université catholique à Kinshasa et une université protestante à Kisangani (ex-Stanleyville) tandis que le Katanga disposait d'une université officielle. Si la politique nationaliste explique les initiatives qu'a prises le gouvernement sous le régime du président Mobutu à l'égard des universités congolaises héritées de l'époque coloniale, ces initiatives ont conduit à mettre fin à la reproduction de la logique coloniale extravertie dont s'inspiraient « les trois universités congolaises (qui) avaient pour modèles archétypaux et pour référence les universités occidentales notamment Louvain, Liège et les universités américaines. L'enseignement académique et encyclopédique dispensé n'était pas toujours adapté aux réalités locales singulières du Congo ; il manquait la pratique professionnelle : un grand nombre de professeurs étaient des étrangers dont l'instabilité ne favorisait pas toujours un travail suivi » (Matangila Musadila, 2003 : 23).

Y a-t-il une différence entre la politique nationaliste et la politique autoritaire ? Ayant déjà abordé des aspects de la politique nationaliste, il sied de relever que la politique autoritaire procède de la dérive de l'exercice du pouvoir politique renvoyant au « despotisme obscur », selon le terme d'Edem Kodjo (1985 : 153). La politique autoritaire cherche à confisquer le pouvoir au profit du gouvernement en place. Celui-ci s'attribue alors un monopole absolu et ne tolère aucune procédure susceptible de remettre en cause sa domination. Le verrouillage institutionnel étroit est la principale préoccupation des dirigeants, soucieux d'empêcher toute remise en cause de leur présence au pouvoir. Deux modalités déroulent les manières de faire autoritaires : une première manière d'opérer consiste à interdire purement et simplement toutes les activités politiques organisées (partis,

syndicats, associations civiques) ; une seconde manière revient à contrôler étroitement la vie politique, et notamment l'appareil d'État, depuis le sommet jusqu'à la base.

L'impact de la politique autoritaire du régime du président Mobutu sur l'enseignement universitaire dans ce pays se déroule sous le mode d'un contrôle plus poussé du pouvoir politique et surtout de la superposition des structures du parti-Etat dans celles de l'organisation de l'université. Ceci donna lieu à la forte politisation des milieux universitaires empêchant l'université d'être un lieu de liberté académique et de critique constructive de la société (Dibwe dia Mwembo, 2003 : 24-25). L'université congolaise devint une pépinière des militants du parti-Etat dont la seule ambition était d'attendre d'être cooptés par le régime au pouvoir et la seule attitude étant celle du silence ou de se passer pour un thuriféraire. La chape de plomb contrôlait la pensée et on ne tolérait pas une pensée dissonante, soit une pensée qui aille à contre-courant de ce que faisait et pensait le parti-Etat. Cette chape de plomb sclérosa la vie académique et scientifique dans les milieux universitaires au pays. La politique de l'authenticité appliquée subrepticement au niveau universitaire conduisit à la montée de l'extrémisme congolais, lequel eut pour conséquence la fin de la présence des enseignants des nationalités étrangères sur les campus congolais. Il s'en est suivi ce que nous appelons le moment unilatéral de la vie académique dans ce pays. Les effets de ce moment unilatéral impriment une trajectoire particulière au fonctionnement de l'université dont la gestion assise sur le socle des pratiques néo-patrimoniales installe le clientélisme au cœur du système de l'enseignement universitaire. « On va y retrouver toutes les pratiques qui, de plus 'bénignes' aux plus 'malignes' remettent en cause les normes méritocratiques de fonctionnement de l'institution, que ce soit dans le recrutement des élèves, la progression dans les cursus, la délivrance des diplômes, etc. »(Bianchini, 2004 : 30). Au bout du compte de ces pratiques, comme l'a si bien écrit Mukoka Nsenda, « à la place d'un temple de la liberté et du savoir, (l'université congolaise) a été transformée en un vaste supermarché où n'importe qui vient s'acheter n'importe quel type de connaissance ! »(2004 : 51).

Dix ans après la première réforme inspirée d'un mélange des politiques nationaliste et autoritaire, le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire congolais fait l'objet d'une autre réforme le 1^{er} juin 1981. Celle-ci ouvre le chemin de l'autonomie des institutions en mettant fin à la structure trop monolithique de l'UNAZA par la décision n° 09/CC/81 du comité central du Mouvement populaire de la Révolution, le parti-Etat. Il y est décidé « la décentralisation et l'autonomie de gestion ; la mise en place d'un nouveau statut juridique

des établissements d'enseignement supérieur et universitaire et des animateurs de nouvelles structures, considérés comme les artisans de la nouvelle réforme ; l'instauration d'un mécanisme de contrôle efficace ; la conservation des acquis positifs de la réforme de 1971 et la prévision des moyens d'actions en vue de la réalisation de ces objectifs » (Mwene Batende, cité par Matangila Musadila, 2003 : 25-26). Les universités sont séparées des instituts supérieurs et chaque composante (universités, instituts supérieurs pédagogiques et instituts supérieurs techniques) dispose d'une autonomie et de la personnalité juridique, sous l'autorité d'un seul Conseil d'administration par groupe. Une continuité s'observe néanmoins sur le plan du contrôle de l'Etat qui a placé sous un statut administratif unique le personnel travaillant dans ce secteur.

En 1986, la promulgation de la loi-cadre de l'enseignement national en appelle à la gestion rationnelle du système éducatif national en réaffirmant entre autres, la consécration de la souveraineté de l'Etat sur l'ensemble du système éducatif. A cet égard, seul l'Etat a le monopole de la création des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire. Cette loi-cadre va être complétée par des études de la Banque mondiale portant sur la rationalisation de l'enseignement supérieur et universitaire (PRESU) dont quelques attentes sont notamment la formation capable de répondre aux exigences de l'économie nationale, l'utilisation maximale et efficace des ressources limitées affectées à l'enseignement par un assainissement rationnel, la promotion d'un enseignement de qualité par les normes et les méthodes appropriées (Matangila Musadila, 2003 : 26-27). Vers la fin de la décennie 80, le régime en place procède à une autre réforme de l'enseignement supérieur et universitaire. La décision d'état n° 75/CC/89 du 29 avril 1989 introduit une discontinuité en modifiant la disposition accordant à l'Etat le monopole de la création des établissements d'enseignement supérieur et universitaire. La libéralisation du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire répond certes à des exigences de la mondialisation, mais il convient de l'interpréter comme l'un des effets de l'application des programmes d'ajustement structurel en RDC au début des années 80, les PAS insistant sur le retrait de l'Etat et plus de responsabilisation des acteurs de la sphère privée.

Les programmes d'ajustement structurel dans un contexte de la mauvaise gestion des finances publiques en RDC ont conduit du reste en 1984 à la réduction des subsides de l'Etat destinées aux institutions de l'ESU, à l'assainissement du personnel enseignant au niveau supérieur et universitaire, à la suppression des bourses d'études accordées aux étudiants congolais et des services sociaux comme la restauration sur les campus

universitaires et des instituts supérieurs congolais. Malgré les réformes dont ces institutions bénéficiaient, ces dernières étaient frappées d'une force d'inertie grandissante en raison des conditions structurelles internes à leur modalité de fonctionnement. Ces conditions que l'on trouve également dans d'autres universités africaines sont ainsi décrites par Femi Aborisade qui note ce qui suit :

« First, infrastructural facilities are inadequate, yet student numbers increase annually. Second, higher education is grossly understaffed. Third, libraries are inadequate and books are outdated. Moreover, many students are too poor to buy their own books. Fourth, remuneration is sometimes delayed and not always paid in full, leading some lecturers to acquire bits of money through other means, such as charging students for photocopied lecture notes. Fifth, the supply of basic services such as water, electricity and sanitation is erratic. Upon occasion, lecturers and students have had to relieve themselves in nearby bushes. Finally, many of the problems experienced by institutions of higher education can be attributed to under-funding » (Aborisade quoted by Zeilig & Dawson, 2008, p. 5).

Le sous-financement des institutions de l'ESU dont parle Aborisade est une réalité évidente en RDC. Sesepe N'Sial présente la réduction drastique du budget de l'Etat au profit de ces institutions : « En ce qui concerne l'enseignement supérieur et universitaire, on peut noter, par exemple, que le budget de ce secteur représentait 4,92% en 1988 et 0,71% en 2001. La contribution en pourcentage du coût annuel moyen par étudiant pour la période de 1998 à 2000 est de 5,1% pour l'Etat et de 9,4% pour la famille » (2007, pp.27-28). Un tel constat est également fait par un autre observateur congolais qui démontre la régression des parts du budget de l'Etat avec des chiffres de 30% en 1960, 19,7% en 1970, 16,8% en 1983, 9,6 % en 1988, 0,5 % en 1994 et 0,3 % in 2001 (Ekwa bis Isal, cité par Sesepe N'Sial, 2007, p.27). La « déprioritisation de l'enseignement supérieur » (Zeilig et Dawson 2008) a bel et bien eu lieu en RDC en se manifestant sur le plan financier par la réduction des ressources ; même sur le plan discursif, on a considéré l'éducation en général comme la « cinquième roue » de la société. La conséquence de ceci : alors que des infrastructures sont en décrépitude, que des auditoriums sont mal équipés et exigus, des institutions de l'enseignement supérieur en RDC se lancent dans des recrutements massifs des étudiants de manière à fonctionner avec des frais d'études.

Après la guerre qui ravage la RDC entre 1996 et 2001, le gouvernement congolais décide de la mise en œuvre d'une réforme de l'ESU en période post-conflit. A cet égard, il est

signé l'arrêté ministériel n° MINESU/CABMIN/067/2004 du 06/07/2004 fixant les programmes et les durées des études qui préparent à un grade académique. Cette réforme entend moderniser l'université en commençant par les programmes d'études. Dans la préface du document portant sur les programmes des cours, le Ministre écrit ce qui suit :

« La réforme intervient dans un contexte de profonde crise politique, économique, sociale, culturelle et morale qui contraint la nation tout entière à repenser la mission de l'université et à réfléchir sur les stratégies à mettre en œuvre afin d'aider le pays à faire face aux mutations en cours et à bâtir un avenir radieux. Elle tient compte des besoins du Congo dans un monde en constante évolution et à l'ère de la mondialisation et répond à quelques exigences fondamentales : – la formation des cadres adaptés aux besoins du marché de l'emploi, mais aussi ouverts à l'innovation, capables de faire face aux situations nouvelles, de participer à la construction d'une nouvelle citoyenneté et de promouvoir la culture de la paix dans un pays qui se réunifie peu à peu après des années de guerre ;

– la mise à la disposition de ces futurs cadres des outils qui les aideront à s'adapter aux changements auxquels ils auront à faire face et à participer avec efficacité au développement du pays ;

– accroître la possibilité des choix de filières d'études et des métiers auxquels celles-ci préparent en favorisant l'interdisciplinarité et en instaurant des passerelles entre les différents domaines du savoir » (Ministère de l'enseignement supérieur et universitaire, 2004 :13-14).

Cette réforme se fait dans un contexte où la libéralisation de l'ESU a conduit à la multiplication des universités du secteur public et du secteur privé tout en sachant qu'en RDC les universités du secteur public ont pignon sur rue. Si des nouveaux curriculums sont formatés, de nouvelles filières de formations sont introduites dans plusieurs facultés. Alors qu'ailleurs en Afrique, le système « LMD » découlant du processus de Bologne est mis en œuvre, il n'en est pas encore question en RDC. Cinq ans (et sept ans pour la médecine) ont été donnés pour que différentes institutions évaluent à la base les résultats de manière à partager les expériences et amener le législateur à consolider les acquis de cette réforme et de rectifier le tir dans sa mise en œuvre. 2010 est passé sans que l'on ait procédé à cette tâche ! Dans le point suivant, nous entendons dresser l'état de lieu de l'Université de Lubumbashi qui est dans cette étude l'institution considérée.

L'autopsie de la situation de l'Université de Lubumbashi

Située dans une ville minière au sud du pays, l'Université de Lubumbashi (UNILU) fut créée à l'époque coloniale en 1955 comme une université officielle. A l'indépendance, elle passe une phase difficile liée à la sécession dont le Katanga est l'acteur. Lors de la réforme de 1971, cette université devient un campus qui abrite des facultés n'existant pas ailleurs. C'est à Lubumbashi qu'on trouve entre autres les facultés des Lettres, des sciences sociales et politiques, de polytechnique pour les mines et de médecine vétérinaire. Après la réforme de 1989 qui libéralise le secteur de l'ESU, des mêmes facultés se créent dans toutes les autres universités publiques. Cela entraîne une concurrence entre les villes universitaires et les étudiants congolais ne sont plus pris en otage pour des choix d'études universitaires qui les poussaient à aller exclusivement vers telle ou telle ville. Université située dans le pôle au sud du pays, l'UNILU a bénéficié pendant longtemps de sa prédominance comme la seule institution universitaire publique par rapport aux quatre provinces mitoyennes. A ce compte, beaucoup des jeunes congolais s'orientaient vers le Katanga au lieu d'aller à Kinshasa ou à Kisangani. Il importe de noter que cette situation de monopole de l'UNILU dans l'espace sud du Congo est déjà terminée avec la dissémination des extensions universitaires érigées en universités autonomes publiques dans toutes les provinces du pays (Rubbers, 2004 : 331).

Quel est l'état de santé de l'UNILU ? Pour répondre à cette question, nous voulons adopter une approche croisée « par le haut » et « par le bas »⁴. L'approche « par le haut » consiste à présenter la situation de l'université au travers de la lecture telle que la font les autorités officielles. Cette lecture se décode dans les rapports officiels et des entretiens de type qualitatif avec des autorités académiques. L'approche « par le bas » est celle qui nous ouvre le monde réel de l'université tel qu'elle vit au quotidien. Dans ce pays où le courage de la vérité devient rare tant la censure est forte et la répression de l'anti-discours discipline la doxa⁵, on ne peut trouver des sources d'informations sur le monde réel qu'à travers l'observation et l'immersion dans le monde de ce que les étudiants appellent la « réalité académique ».

⁴ Cette approche croisée s'inspire de la compréhension de la politique africaine selon Emmanuel Terray qui utilise les expressions de « climatiseur » et de « la véranda », le climatiseur renvoyant au monde formel, officiel, du jour tandis que la véranda représente le monde informel, inofficiel et des réseaux (1986 :37-40).

⁵ En 2004, le Dr Ngoyi Kamangamanga publie un livre fort critique sur le dysfonctionnement de l'Université de Lubumbasi, cette critique portant surtout sur l'évaluation et les conditions de réussite des étudiants. La répression administrative s'est abattue sur ce professeur qui fut déchargé de tous ses enseignements à la Faculté de médecine. Voir Ngoyi (2004).

Vue de n'importe quel piédestal, la « condition »⁶ de l'Université de Lubumbashi se manifeste par la modicité des ressources financières venant de l'Etat, le vieillissement des bâtiments de l'administration universitaire et des auditoriums mal équipés, des bibliothèques dont les salles exigües et poussiéreuses n'ont que de vieux livres, l'université achetant à peine des ouvrages récents. La plupart des rares ouvrages récents proviennent des dons de la coopération universitaire (Rapports académiques, 2007, 2008, 2009 et 2010). Sur le plan des ressources humaines, le personnel enseignant (les professeurs à thèses) est vieillissant tandis que les jeunes assistants laissés à eux-mêmes éprouvent des difficultés, obligés de passer plusieurs années avant de défendre leurs thèses. Les deux activités essentielles de l'université, notamment l'enseignement et la recherche, se déploient au ralenti. Si les enseignements se donnent, du moins dans les sciences sociales et humaines, c'est sous un style monotone en reproduisant des théories élaborées en Occident et sous la mode de « l'enseignement bancariste », selon l'expression de Paulo Freire (1993). Ce type d'enseignement considère les étudiants comme des containers ou des réceptacles devant être remplis par des enseignants pleins de connaissance (Freire, 1993 : 53). En fin de compte, il y a lieu de rappeler cette observation de Rubbers et Petit (2009 : 650) selon laquelle « l'enseignement, quant à lui, souffre de ce que les auditoriums sont pléthoriques, les supports pédagogiques absents, et la corruption présente à chaque étape du parcours étudiant ». La corruption dont il est question ne se réduit pas à des transactions monnayées seulement, il s'agit également des interactions basées sur le trafic d'influence et le capital social des réseaux qui essaient dans la vie académique comme la vie politique en général. En ce qui concerne la recherche, elle est le violon d'Ingres. Comme l'a noté un ancien recteur de l'UNILU, « la recherche a été reléguée à la dernière place pour ne pas dire qu'elle est presque inexistante dans la plupart des institutions d'enseignement supérieur et universitaire de notre pays » (Kakoma cité par Rubbers et Petit, 2009 : 650).

Des commentaires suivants exprimés par le professeur Emmanuel présentent les termes de la condition de l'UNILU :

« Le niveau de l'enseignement universitaire en RDC est passable. Mais cet enseignement évolue dans un environnement trop stressant. Il n'y a pas des moyens suffisants qui soient mis à la disposition de l'université. Il n'y a pas de politique nationale de recherche qui puisse appuyer l'enseignement. Le contenu

⁶ L'expression « condition africaine » est utilisée par Ali Mazrui pour traduire la crise que traversent la plupart des Etats africains. Appliquée au secteur de l'enseignement universitaire en Afrique, la condition africaine renvoie à la crise de ce secteur (Aina, 2010 : 26).

des cours dans des universités congolaises comme chez nous à Lubumbashi dépend de la recherche des autres (le Nord). Les chercheurs congolais sont en quête des cadres théoriques élaborés par les chercheurs du Nord. Il y a absence des espaces de production de la connaissance. Il y a la périphérisation des chercheurs congolais sur le marché global du savoir. » (Entretien à Lubumbashi, samedi 26 mars 2011)

On ne peut se contenter de ces seules considérations sur la situation de l'Université de Lubumbashi, car celle souffre également de certains maux internes que le « mal de voir » empêche de cerner lorsque l'on fait le tourisme scientifique d'observation. Nous voulons parler de la gouvernementalité de l'UNILU en tant qu'institution. A cet égard, quatre problèmes méritent l'attention car ils constituent des « manières de faire » (de Certeau, cité par Bayart, 1980 : 61) qui participent non pas à la logique de « l'efficacité », mais bien celle du « partage » ou plus encore celle du « désordre » (Chabal et Patrick, 1999). Il s'agit, pour reprendre les termes de Rubbers et Petit de « l'opacité financière, du clientélisme, de l'impunité et de la centralité de l'extraversion »(2009 : 654-655). Ces quatre normes locales s'enchaînent ; elles fondent le socle des pratiques néopatrimoniales qui obscurcissent l'horizon de la gestion de l'UNILU dans sa transition d'une institution bureaucratique vers une institution entrepreneuriale. L'opacité financière provient du fait que « les autorités académiques ne peuvent pas - ou ne veulent pas - divulguer les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses de l'université, un mode de gestion pour le moins opaque qui laisse la voie libre à tous les soupçons » (Rubbers et Petit, 2004 : 654). Il n'est pas aisé d'obtenir un bilan financier au cours d'une année académique de la gestion de l'UNILU. La guerre des chiffres relatifs aux recettes commence par la sous-évaluation des effectifs des étudiants⁷. Le double système de la centralisation de la gestion de l'UNILU au niveau du rectorat et de la décentralisation au niveau des facultés donne lieu à la multiplication des recettes, mais également à leur dilapidation, ces recettes se redistribuant dans différents réseaux inconnus et ne contribuant en rien à assurer l'efficacité transparente des activités institutionnelles de l'UNILU.

Le clientélisme et l'impunité sont des normes qui participent au même régime de « l'arbitraire » et de « la tyrannie intime » au cœur de la postcolonie selon Mbembe (1999).

⁷ Les effectifs des étudiants constituent un point de friction entre les autorités académiques et le syndicat des professeurs de l'UNILU -dénommé Association du corps académique et scientifique de l'Université de Lubumbashi (UNILU). Connaître l'effectif des étudiants au cours d'une année académique constitue la base des calculs pour connaître les recettes des frais d'études, un chassé-croisé que l'on n'a jamais éclairci.

Les autorités académiques de l'UNILU nommées par voie politique sont soumises aux exigences de leurs réseaux. La satisfaction de ces exigences passe par des engagements et des promotions dans les différentes strates de l'administration de l'université. Le recrutement dans la carrière académique au titre des assistants juniors⁸ ne passe plus par le respect des critères de performance du candidat, mais sur la base des affinités ethniques/tribales et de la coterie. Dibwe dia Mwembo, abordant cette question de la qualité du personnel scientifique à l'UNILU, écrit :

« Il s'agit ici du déficit du personnel scientifique dû au mauvais recrutement basé non pas selon des critères objectifs, mais selon des critères subjectifs liés à l'appartenance tribale, ethnique, provinciale ou autre. Le plus souvent, ces jeunes assistants sont parachutés, recommandés, imposés par les autorités académiques. Comment de tels enseignants, eux-mêmes produits semi-finis, peuvent-ils contribuer au redressement du niveau de l'enseignement ? L'Université apparaît comme une usine de fabrication et de distribution des diplômes en lieu et place d'une entreprise de production des connaissances et de formation des cerveaux » (2003 : 48).

La centralité de l'extraversion se décode dans les méandres de l'agir collectif du leadership académique dirigeant l'université. Les différentes initiatives de la rationalisation de la gestion académique de l'université se font sous l'impulsion des partenaires extérieurs. A l'évidence, on peut citer l'élaboration du plan stratégique de développement de l'UNILU rédigé en 2007. Les différents axes de la transformation de l'université sont appuyés par des moyens de la coopération interuniversitaire et rarement par des ressources financières dégagées sur le plan national. Ceci nous ouvre la voie pour parler du point suivant sur les partenariats internationaux de l'UNILU.

De la crise au renouveau de l'Université de Lubumbashi

La détresse qui caractérise la société congolaise se manifeste en se condensant au niveau de l'université. Cette condensation de la détresse au niveau universitaire prend plusieurs formes comme la détérioration des infrastructures et des conditions de travail aussi bien pour les enseignants que pour les étudiants. Les conditions de travail des enseignants

⁸ Dans le secteur académique, il y a deux types de personnels, le personnel scientifique et le personnel académique. Le personnel scientifique, sans thèse, est composé des assistants juniors et seniors et des Chefs de Travaux dont la carrière commence par une nomination du recteur de l'université. Le personnel académique est composé des professeurs à thèse. Le recteur (avec sa décision de nomination) a un rôle important à jouer dans la politique du renouvellement du personnel appelé à évoluer dans la carrière académique de son institution.

vont de mal en pis au regard de la réduction des moyens et des salaires qu'on leur alloue. Les conditions des étudiants sont affectées négativement par suite de l'application des programmes d'ajustement structurel qui ont conduit à la suppression de la bourse et d'autres avantages sociaux comme la restauration et le transport, avantages sociaux supprimés dans les années 1980. Toutes ces conditions affectent l'environnement de travail et la perception populaire du pouvoir symbolique du diplôme universitaire qui s'est bien dégradé. Les analyses discursives s'accordent sur le sort de l'Université de Lubumbashi : pour Bogumil Jewsiewicki, « cette université voguait à la dérive délaissée par diverses coopérations universitaires » (2003 : x) ; « elle est, après deux décennies dans la tourmente, dans une situation critique », écrivent Rubbers et Petit (2009 : 640)

Lorsque dans les années 2000, les universités francophones de la Belgique (UFB) envoient des missions d'exploration en RDC et à Lubumbashi, elles veulent tenter de rapprocher le monde universitaire congolais de manière à entretenir des liens de coopération⁹. Que des *linkages* soient établis entre les universités de la Belgique et l'université de Lubumbashi n'est pas l'exclusive de premières ; il suffit de rappeler que plusieurs universités d'autres pays sont en contact avec l'UNILU. C'est le cas, par exemple, entre 1989 et 1996 de l'initiative prise par « la Faculté des Lettres de l'Université Laval de Québec (qui) a taillé sur mesure un très modeste programme de formation doctorale » (Jewsiewicki, 2003 : x ; Dibwe dia Mwembo, 2003 : 103-107). De même, entre 2003 et 2010, des accords de partenariats sont signés entre l'UNILU et des universités aussi diverses que le Cape Town University (Afrique du Sud) ou le Bradford University (Grande Bretagne). Le fond de ces liens est au cœur des actions de l'Unesco ainsi que le dit Marco Antonio Dias, directeur à la Division de l'enseignement supérieur de l'Unesco: « Alors que différentes régions font face à une diversité des défis économiques et culturels, les objectifs globaux de l'enseignement supérieur sont presque similaires ; il s'agit d'assurer la production des ressources humaines qualifiées dont l'éducation et la formation peuvent être placées au service de la société. De cette manière, l'enseignement supérieur contribue au développement humain et social complet qui est l'idée-force de l'action de coopération de l'Unesco » (cité par Ngoie Tshibambe, 2011).

Le rapprochement entre les universités francophones belges (UFB) dont les actions vont être coordonnées par la Commission universitaire pour le développement (CUD) et

⁹ L'expression *linkage* en anglais s'utilise pour traduire la coopération entre des institutions universitaires du Nord et du Sud selon Van Audenhove (1999 : 19).

l'Université de Lubumbashi va se dérouler en plusieurs phases selon des partenariats bien structurés tenant compte de la durée. Ceux-ci ne se font pas en une année, ni en trois ans, mais en cinq ans. Actuellement, l'UNILU bénéficie de l'exécution du troisième plan quinquennal de coopération universitaire de la CUD, dénommé PIII (2008-2012) dans le cadre de la coopération universitaire institutionnelle. Le deuxième plan quinquennal (PII) a couvert la période entre 2003 et 2007 (CUD, 2008 et 2010). Selon la terminologie de la CUD, celle-ci met en œuvre « plusieurs programmes qui relèvent d'objectifs distincts. i) Le programme de coopération universitaire institutionnelle (CUI) vise au renforcement institutionnel de certaines institutions partenaires dans les pays en développement en vue de contribuer à leur permettre d'assumer leur mission d'acteur du développement de leur pays et de leur région. ii) Le programme des Projets interuniversitaires ciblés (PIC) est constitué de projets de recherche stratégique ou de transfert des connaissances au profit des populations locales. Ils sont réalisés dans les pays en développement, en partenariat avec des universités et institutions de recherche du Sud. iii) Le programme des Pôles de Formations spécialisées (PFS) consiste à mettre en place, au Sud, des programmes de formations universitaires qui répondent à un besoin régional de compétences dans des domaines prioritaires liés au développement. iv) Le programme Bourses offre, chaque année, 150 bourses de cours et 70 bourses de stages à des ressortissants de pays en développement pour suivre une des formations soutenues par la CUD dans le cadre des cours et stages internationaux » (CUD, 2010 : 9).

Le PIII est essentiellement un programme CUI. Le budget initial de PIII pour l'UNILU est de 530 763, 00 €. Que l'on ne se méprenne pas sur ce chiffre réservé à l'UNILU: lorsque l'on considère les montants globaux alloués par la CUD à la coopération universitaire avec les universités des pays en développement, les institutions de l'ESU de la RDC occupent la première place avec respectivement plus de 3 000 000 € en 2007, plus de 4 000 000 € en 2008 et plus de 5 000 000 € en 2009, la deuxième et ma troisième place étant occupées par le Bénin et le Vietnam (CUD, 2010 : 11). La mise en œuvre de partenariats dans le cadre de premiers échanges entre l'UNILU et la CUD a laissé des traces sur place comme c'est le cas de la création d'une école de criminologie faisant partie de PIC, du désenclavement numérique de l'UNILU dans le cadre du projet UniversiTIC (CUD, 2008 : 11) et l'équipement des laboratoires scientifiques et des bibliothèques en matériels, accessoires et livres à jour. Le projet UniversiTIC financé par les deux coopérations universitaires belges de la communauté francophone (CUD) et de la communauté

néerlandophone (VLIR-UOS) a installé dans les universités congolaises devant être reliées au village académique global les infrastructures informatiques et de télécommunication nécessaires à leur ouverture. En ce qui concerne le PIII, il a bénéficié des outils de formatage de projet fondé sur les critères de l'identification, de formulation, de cohérence et de définition des objectifs, le tout assis sur le socle de l'instrument du cadre logique. Suivons d'abord le dispositif discursif tel qu'il est écoulé dans les documents pertinents de PIII :

« L'objectif général du Programme CUI 2008-2012 est de contribuer à l'émergence et au renforcement de partenariats et de savoirs qui permettent aux universités du Sud d'assumer leur rôle d'acteurs majeurs du développement de leur pays et de leur région, par la mise à disposition du savoir-faire, des compétences et de l'expertise des universités de la communauté francophone de la Belgique. De manière plus spécifique, le programme CUI (PIII) vise alors à soutenir et renforcer les capacités des institutions universitaires du Sud dans leurs missions fondamentales de formation, de recherche et de gouvernance. Quatre résultats principaux seront recherchés au travers des partenariats et des activités mises en œuvre, à savoir : 1) la qualité de l'offre d'enseignement et de formation sont améliorées ; 2) un environnement propice à une recherche de qualité et en adéquation aux besoins de la société est favorisé ; 3) la gouvernance universitaire est améliorée en vue de renforcer ses capacités stratégiques, de gestion et d'interaction avec la société, et 4) l'accès à l'information et à la communication est facilité » (CUD, 2008 : volume 1) »

L'énoncé de cet objectif général, de l'objectif spécifique ainsi que des résultats principaux est fait uniformément de manière éthérée par la CUD à l'égard de toutes les institutions de l'ESU partenaires de tous les pays en développement. Si nous employons un langage plus simple pour décoder ce style, il sied de considérer qu'à travers le PIII, l'UNILU entend bénéficier, par rapport aux trois missions traditionnelles de toute université que sont la formation, la recherche et la gouvernance universitaire, des effets positifs induits de ce *linkage*. Le renforcement des capacités de l'UNILU en matière de la formation et de la recherche passe concrètement par la relève académique, la mise à niveau méthodologique du personnel enseignant par des stages internationaux et de séjours dans des universités belges partenaires, l'équipement des bibliothèques et des laboratoires, la dotation de l'université en outils de technologie de l'information et des communications pour la connexion au « village académique global. » La gouvernance universitaire se décline comme le résultat découlant de l'acquisition de bonnes pratiques qui amènent à conduire la gestion universitaire, une

gestion fondée sur une vision stratégique pour l'identification, la formulation et le suivi-évaluation des activités.

La relève académique et la mise à niveau du personnel enseignant prennent la forme de la promotion de la formation doctorale des assistants avec la formule de la co-promotion, les doctorants sélectionnés devant effectuer une mission pour un séjour de trois mois auprès du service ou du laboratoire de l'Université belge auquel est rattaché le co-promoteur belge. 120 doctorants congolais de l'UNILU devraient initialement être sélectionnés et entrer dans le programme de la relève académique. Lors de la sélection, ce nombre n'a pas été atteint ; lors de l'évaluation des activités en mi-parcours en avril 2010, 65 doctorants étaient dans la course. Les missions des professeurs congolais pour des stages internationaux en Belgique se font tant bien que mal.

De la transformation à l'Université de Lubumbashi

Après presque une décennie des partenariats universitaires entre l'UNILU et la CUD, quel bilan peut-on dresser à ce sujet ? Quelles sont les avancées et le surplace que l'on observe au niveau de l'UNILU dans sa marche pour répondre à son idée ? L'UNILU ne peut répondre à son idée que si elle remplit efficacement ses fonctions par rapport à l'enseignement, la recherche, le service à la communauté et si elle améliore sa propre gestion. Tels sont les quatre paramètres à l'aune desquels il importe d'apprécier la pertinence de *linkage*. Pour répondre à ce questionnement, il est possible de regarder dans plusieurs directions. Dans les rapports officiels, le discours alambiqué est beaucoup plus porté vers l'auto-satisfecit en entrevoyant des espoirs de voir l'Université de Lubumbashi améliorer son efficacité. Telle est l'impression que l'on dégage à la lecture des rapports académiques présentés lors de différentes cérémonies de collation des grades académiques et de la clôture de l'année académique (Unilu, 2007-2011). Cette impression de satisfecit est également ressentie lorsqu'on lit les rapports de la CUD (CUD, 2009 et 2010). Cette direction ne permet pas d'avoir la vraie mesure des choses telles qu'elles se passent. Aussi sied-il de se tourner vers une autre direction, vers le bas.

Vues d'en bas, les attentes des partenariats internationaux dans le secteur universitaire n'ont pas encore produit de changement significatif qui donnerait une impulsion vers un nouveau sens et un autre avenir de l'UNILU. La tourmente continue encore car à l'instar de ce qu'a écrit René Devisch, l'UNILU continue à être « actuellement en crise de moyens mais également de pertinence pour la société qui (l') entoure » (1999 : 264). A

ce compte, la recherche d'autres alternatives pour enclencher la transformation de l'université en RDC se pose et s'impose à l'horizon de la pensée dans ce domaine. Un professeur congolais interrogé à ce sujet donne son point de vue sur la tourmente de l'UNILU en ces termes :

« Reconnaissons que l'UNILU d'aujourd'hui est différente de celle d'il y a dix ans. Vers la fin des années 90 après la rupture de la coopération entre le Congo et le monde extérieur, les bibliothèques universitaires de l'UNILU disposaient des vieux ouvrages datant de 1975. Après la reprise de la coopération et depuis dix ans, le fond documentaire actuel atteint plus ou moins 50 000 ouvrages récents. En ce qui concerne l'enseignement, au-delà de son niveau moyen qui se dégrade, il y a lieu de considérer que l'organisation des recyclages internationaux au profit des professeurs congolais donne un nouvel élan à l'amélioration des contenus de cours. Il y a des professeurs congolais qui reviennent de leur séjour avec des connaissances actualisées dans leur domaine et qui améliorent leurs enseignements. Mais, sachez qu'il y a aussi des professeurs congolais qui passent deux mois de recyclage en Belgique sans s'adonner à la recherche, y passant leur temps comme des touristes en effectuant des visites à des amis et des membres de familles vivant là-bas. Quant à la recherche locale, il y a encore beaucoup à faire. Les travaux probatoires des étudiants (travaux de fin d'étude) dans les sciences humaines, par exemple, sont de qualité médiocre. En ce qui concerne la relève académique, c'est encore un casse-tête : on visait de produire 120 docteurs en 2011, le chiffre a été révisé à 85 en tenant compte des crédits budgétaires ; actuellement, on table sur 65 docteurs en attendant la fin du programme pour faire le bilan ! En ce qui concerne la gouvernance universitaire, il y a des pesanteurs locales qui l'obstruent et il faut encore beaucoup de temps pour améliorer cette gouvernance. Il n'y a pas encore la volonté de mieux faire. L'implication locale est très faible. La résistance locale au changement est encore prégnante. Il semble que la partie congolaise ne voie pas les choses dans la même direction que la partie belge... » (Entretien à Lubumbashi, samedi 26 mars 2011).

Ce point de vue ramasse beaucoup d'éléments constitutifs de ce que nous allons considérer comme des normes locales qui participent à la dynamique de la résistance au changement et qu'il convient de gérer en vue de la transformation de l'université pour que celle-ci devienne un acteur de développement. Ces normes locales sont à distinguer selon les

niveaux macro et micro. Au niveau macro, il s'agit de l'absence de vision dans la conduite de l'université et du manque d'un leadership dans le domaine académique. Ces deux aspects se lient et s'enchaînent dans leurs effets sur la gestion stratégique de l'université qui devient comme un bateau ivre voguant sur des flots d'une mer agitée. La crise de pertinence de l'université par rapport à la société procède à coup sûr de la déconnexion fondamentale entre celle-ci et celle-là, une déconnexion fondée sur un mal intrinsèque lié à la « gouvernementalité » des institutions dans des sociétés postcoloniales en crise. En RDC, les institutions publiques fonctionnent sous le mode d'un « régime d'accumulation déconnecté de l'intérêt général » (Misser et Vallée cités par Botte, 2004 : 20). L'Université de Lubumbashi n'échappe pas à cette maladie des institutions. Au niveau micro, certaines pratiques bénignes et malignes entretiennent la routine dans le procès pédagogique d'enseignement et dévalorisent le critère de mérite, annihilant ainsi à terme l'épanouissement individuel des apprenants et tout esprit de créativité. La routine dans le procès d'enseignement découle de la banalisation de l'enseignement dont les cours, sans outils didactiques mis à jour, ne sont pas fondés sur la recherche permanente, les enseignants démotivés étant obligés de vaguer quotidiennement à des activités extra-muros. La corruption, le trafic de l'influence et les considérations primordialistes interfèrent souvent dans la progression dans le cursus universitaire (Bianchini, 2004 : 30).

En faisant de la cause d'un mal l'instrument de son propre remède, il convient de reconnaître que la transformation à l'Université de Lubumbashi ne proviendrait pas essentiellement des réformes telles qu'elles sont impulsées par le haut : cette approche pour faire face à la crise de l'université traduite en anglais par le terme *top-down approach* est subrepticement assise sur une conception bureaucratique qui cherche à émonder des branches d'un arbre pourtant pourri aux racines, mais au contraire, elle s'assiérait sur le socle du changement de vision, des ambitions et du comportement collectif et individuel de tous les acteurs (*stakeholders*) impliqués dans le fonctionnement de l'université. L'importance d'un dialogue permanent entre les différentes forces sociales intéressées au fonctionnement de l'université congolaise doit être soulignée à cet égard dans les enjeux de la transformation de l'université. Cette volonté de soutenir l'université congolaise dans son effort de se transformer passe par l'engagement de l'Etat et d'autres acteurs pertinents à être prêts pour dégager au niveau local des ressources financières devant permettre le fonctionnement de l'université. L'imagination créatrice nécessite un travail profond d'ingénierie sociale qui soutiendrait des innovations sur le plan pédagogique, méthodologique et épistémologique

devant permettre à l'université de Lubumbashi de devenir un site de production d'un « savoir endogène » (Devisch, 1999). Former les jeunes congolais pour qu'ils transforment leur société, ainsi que Sesep N'Sial a intitulé son livre (2007) devient la tâche palpitante que ne permet pas actuellement l'université congolaise mais qui doit s'inscrire dans l'agenda de défis à relever par les institutions de l'ESU. A ce compte, « la fusion par le choix » devrait être l'option à recommander. Au cœur de cette notion, on situe le rôle d'un leadership ayant un sens élevé de responsabilité et une vision holistique à long terme et la production de la connaissance qui ne soit pas considérée comme une fin en elle-même, mais comme un outil utile pour prendre des décisions, entreprendre des actions, concevoir, mettre en œuvre, évaluer de manière critique et ajuster l'agenda du développement pour le bien-être de la société globale (Assié-Lumumba, 2006 : 149-151).

Conclusion

En plus de cinquante ans d'existence, l'Université de Lubumbashi est passée par plusieurs étapes de haut et de bas, de gloire et de tourmente. Comme l'ensemble des institutions de l'ESU de la RDC, elle a subi les effets de toutes les réformes entreprises par le pouvoir public de manière à en améliorer le fonctionnement. Les suites de la politique autoritaire couplée aux mesures de l'authenticité ont fermé les horizons de l'autonomie et de la liberté académique dans les milieux universitaires congolais. Les programmes d'ajustement structurel adoptés dans ce pays dans les années 1980 ont fini par « déprioriser » les institutions de l'ESU, du coup elles ont vu diminuer de la part de l'Etat des ressources financières leur allouées. Le contexte général de la crise socio-économique a entraîné la détérioration des conditions de travail aussi bien des enseignants que des étudiants. Alors que l'université fait face à la crise générale dont souffre la société dans son ensemble, elle en subit les effets qui se manifestent sur deux plans : elle manque des moyens mais aussi elle est mal de pertinence par rapport à la société tout en faisant face à une forte demande sociale de l'éducation de la part des étudiants.

Dans le contexte congolais, le paradoxe social se dénoue dans un excès d'enchantement devant le pouvoir symbolique du diplôme universitaire. Yabili en démonte la mécanique lorsqu'il écrit : « L'afflux des étudiants et la prolifération d'établissements supérieurs ne témoignent pas d'un engouement national pour le savoir et la haute qualification(...) Les étudiants recherchent uniquement les diplômes et non la connaissance qu'ils sanctionnent. Les établissements d'enseignement supérieur sont perçus

davantage comme des machines distributrices de diplômes que dispensatrices de connaissances et de qualifications » (préface in Ngoyi, 2004 : 8).

C'est sur ce décor qu'il convient de situer la relance de la coopération universitaire entre l'UNILU et des universités étrangères. Celles de la Belgique francophone organisées dans la structure officielle de la CUD entretiennent voici bientôt dix ans des partenariats universitaires avec l'UNILU comme avec d'autres universités congolaises. Le socle de ces partenariats est d'appuyer l'université congolaise de manière à la renforcer dans ses capacités à assurer les fonctions de la formation, de la recherche et du service à la société ainsi que la gestion institutionnelle de l'université. Ces partenariats sont appuyés par des moyens financiers qui démontrent l'engagement des universités francophones de la Belgique. En attendant l'évaluation des derniers partenariats quinquennaux qui s'achèvent en 2012, il suffit de noter que l'UNILU n'est pas sortie de sa tourmente car l'apport de l'extérieur n'influe pas sur les manières de faire locales qui favorisent les pratiques patrimoniales appuyées sur la logique des réseaux, le trafic d'influence, la corruption et la prévarication des ressources et biens de l'université. La transition de l'université d'une institution bureaucratique vers une institution entrepreneuriale conduite par un leadership académique visionnaire est au cœur du défi de la transformation de l'université que l'on appelle de tous les vœux. Ce défi peut-il être relevé par ces genres de partenariats avec des universités étrangères ?

Si il n'est pas aisé de répondre avec certitude à cette question, il sied de noter que la fusion par le choix est une option crédible pour permettre à l'université congolaise de mobiliser des énergies internes et locales pour assumer la direction du changement social attendu de l'université congolaise, cette direction impliquant qu'il y ait in situ un leadership académique ayant un sens élevé de responsabilité et une vision holistique sachant considérer que la production de la connaissance doit être au service de la société qui entoure l'université. Un barde latin n'écrivait-il qu' « il n'y a pas de bon vent pour le marin qui, sur la mer, ne sait pas où il va » ? Les différents acteurs impliqués dans le fonctionnement de l'Université au Congo devraient augmenter l'épaisseur de leur souveraineté d'action en rapport avec l'avenir de l'université, cette souveraineté étant entendue, à la suite de Michel Foucault, comme la détermination des significations et la définition des intentions en fonction desquelles se fait la signature de leurs actions (Foucault, 1961). Par où saurions-nous finir ?

Bibliographie

- Aina, Tade Akin, 2010, « Beyond Reforms : The Politics of Higher Education Transformation in Africa », *African Studies Review*, 53(1), pp. 21-40.
- Akuni, Job., Mdee, Anna and Thorley, Lisa, 2010, A three-legged table? Potentials and perils of International University Partnerships in African Higher Education, A draft paper presented at the Higher Education Partnership Conference, 25-26 November, Dar es Salaam.
- Assié-Lumumba, Ndri T., 2006, Higher Education in Africa. Crises, Reforms and Transformation, Working Paper series, Codesria.
- Bayart, Jean-François, 1980, « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », in *Politique africaine*, n°1, pp. 53-84.
- Ball, Stephen J. and alii, 2010, « Globalization and Education: Introduction », in *Current Sociology*, vol. 58, number 4, monography 2, July, pp. 523-529.
- Bianchini, Pascal, 2004, « Les crises des systèmes d'enseignement en Afrique noire. Un essai d'analyse à travers le cas du Burkina Faso », in *Revue canadienne des études africaines*, vol. 38, n°1, pp. 20-57.
- Botte, Roger, 2004, « Vers un Etat illégal-légal ? Introduction au thème », in *Politique africaine*, n°93, Mars, pp. 7-20.
- Chabal, Patrick & Daloz, Jean-Pascal, 1999, *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Oxford, The International African Institute.
- Chege, Mwenge., 2009, « The Politics of Education in Kenyan Universities : A Call for a Paradigm Shift », in *African Studies Review*, vol.52, n° 3, pp. 55-71.
- Commission Universitaire pour le développement, 2008, *Coopération universitaire institutionnelle. Programme 2008-2012*, volume 1. 25
- Commission universitaire pour le développement, 2010, *Rapport d'activités (2008-2009)*, Bruxelles, Conseil interuniversitaire de la Communauté française.
- CUD, 2010, *Rapport d'activités (2008-2009)*, Bruxelles.
- Devisch, René, 1999, "Les universités en Afrique noire et les savoirs endogènes", in *Bulletin des séances de l'Académie royale des sciences d'outre-mer*, 45(5), pp.261- 293.
- Dibwe dia Mwembo, Donatien, 2003, Le rôle social de l'Université de Lubumbashi, in Jewsiewicki, B. et Klauber, V. (sous la direction), *Université de Lubumbashi 1990-2002 Société en détresse, pari sur l'avenir*, Paris, L'Harmattan, pp. 1-120.

- Dibwe dia Mwembo (sous la direction de), 2005, *Le rôle social de l'Université de Lubumbashi*, Lubumbashi, Presses Universitaires de Lubumbashi.
- Foucault, Michel, 1961, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard.
- Foucault, Michel (1971) *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- Giri, Jacques. (1984) *L'Afrique en panne*. Paris, Karthala.
- Ilunga, Kabongo., 1980, « La problématique de la recherche scientifique en société bloquée : le fond du problème », in *Zaire-Afrique*, n° 145, Mai, pp. 275-288.
- Kamangamanga, Ngoyi, 2004, *Cotes à tous prix. Diagnostic pour guérir l'Université malade*, Lubumbashi, Editions Transition.
- Jewsiewicki, Bogumil et Klauber, Véronique (éditeurs), 2003, *Université de Lubumbashi 1990-2002. Société en détresse, pari sur l'avenir*, Paris, L'Harmattan.
- Kodjo, Edem (1985) *Et demain l'Afrique*, Paris, Stock.
- Matangila Musadila, Léon, 2003, *L'enseignement universitaire et supérieur au Congo-Kinshasa. Défis et éthique*, Paris/Kinshasa, L'Harmattan.
- Mbembe, Achille, 1992, « Provisional Notes on the Postcolony », in *Africa*, Vol. 62, No. 1, pp. 3-37.
- Ministère de l'enseignement supérieur et universitaire, 2004, *Programmes des cours. Réforme de la Table Ronde des Universités du Congo*, Lubumbashi, Presses Universitaires du Congo.
- Ngoie Tshibambe, Germain, 2011, *The International Partnerships in Higher Education: Breaking the gravity of the Extraversion Culture, Sowing the Grains of Change in Africa's Higher Education Institutions*, texte de communication à présenter à la Conférence internationale sur Rethinking Development in an Age of Scarcity and Uncertainty. New Values, Voices and Alliances for Increased Resilience, 19-22 september 2011, University of York.
- Omeje, Kenneth, 2010, "African Great Lakes DelPHE Project Bulletin Editorial", in *LUGUSI Network*, vol.1, September, p. 2.
- Rubbers, Benjamin et Petit, Pierre., 2009, « La coopération universitaire belgo-congolaise : le rôle des mises en récit », in *Revue Tiers Monde*, n° 199, Juillet-Septembre, pp. 647-66.
- Rubbers, Benjamin, 2004, « The University of Lubumbashi between the Local and the Global: Dynamics, Management, and Future of University Education in the Democratic Republic of Congo », in *Canadian Journal of African Studies*, vol. 38, n° 2, pp. 318-343

- Sesep N'Sial, Camille, 2007, *Former pour transformer*, Kinshasa, Edition de la CPE.
- Terray, Emmanuel, 1986, « Le climatiseur et la véranda », in Collectif, *Afrique plurielle, Afrique actuelle. Hommage à Georges Balandier*, Paris, Karthala.
- Université de Lubumbashi, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, Rapports académiques présentés par le Secrétaire Général académique, Lubumbashi, documents dactylographiés.
- Van Audenhove, L., 1999, *Development Co-operation in Higher Education. A strategic review of international donor policy and practices*, Brussels, Belgian Administration for Development Co-operation.
- Verhaegen, Benoît (1978) *L'enseignement supérieur et universitaire au Zaïre, de Lovanium à l'UNAZA 1958-1978*, Paris, L'Harmattan.
- Zeilig, Leo et Dawson, Marcelle, 2008, « Introduction : Student Activism, Structural Adjustment and the Democratic Transition in Africa » *Journal of Higher Education in Africa*, 6, n° 2 et 3, pp. 1-31.